À l'Université égyptienne

al-Misri, 13 mars 1937

L'Université ne s'est pas soumise, et ne se soumettra pas, à al-Azhar, et la question du mélange des sexes est une question absurde. Où était donc ce « zèle » sous les administrations passées ?!

Les entretiens que nous avons publiés il y a quelques jours dans al-Misri, sur les deux questions de l'instruction religieuse et du mélange des sexes à l'Université égyptienne, donnés par Son Excellence Lutfi al-Sayyid Pacha, le Dr Taha Hussein Bey, et le Dr Abd al-Hamid al-'Ibadi, ont été accueillis avec un vif intérêt dans tous les milieux, en particulier azharites.

Avant-hier, nous avons publié une brève réponse à ces entretiens, due à Son Éminence le cheikh Abd al-Majid al-Labban, doyen de la Faculté de théologie.

Nous publions aujourd'hui, ci-dessous, la propre réponse du Dr Taha Hussein Bey à celle du cheikh al-Labban — bien que sa réponse doive en réalité être considérée comme une réponse à tous ceux qui réclament un élargissement de l'instruction religieuse, et la séparation des étudiants et des étudiantes, à l'Université égyptienne.

Le Dr Taha Bey a déclaré, en réponse à une question que nous lui avons posée :

La première chose que je remarque — et que je souhaite voir remarquer par tous ceux qui ont, en matière d'opinion publique, une part petite ou grande à jouer — c'est que nous vivons un moment délicat, où il incombe à tout Égyptien, à tout le moins, de faire preuve de bon goût d'une part, et d'accorder ses actes et ses paroles avec ce qu'exige un véritable patriotisme d'autre part.

Nous vivons un moment où nous voulons établir notre propre indépendance politique et notre propre vie constitutionnelle intérieure, et tout acte ou toute parole susceptible de créer des difficultés au gouvernement dans la poursuite de ces deux objectifs, si minimes soient ces difficultés, offense à la fois le bon goût et les exigences du patriotisme.

Combien de fois l'Égypte n'a-t-elle pas désiré la réforme, brûlé d'un ardent désir pour elle, souffert de la longueur de son attente ! Quelle véritable peine, quel véritable fardeau serait-ce pour l'Égypte d'attendre un mois ou deux de plus, le temps que le gouvernement en finisse avec les affaires urgentes qui doivent, à bon droit, occuper ses efforts, sa pensée et son attention — après quoi nous pourrions lui demander toutes les réformes qu'il nous plaira, ou celles que nous préférons ?!

N'est-il pas douloureux et regrettable qu'à un moment où le gouvernement est occupé, ou devrait être entièrement occupé, par la conférence des Capitulations et par l'entrée de l'Égypte dans la Société des Nations, nous venions lui fabriquer des problèmes, susciter des difficultés sur son chemin, et le charger d'affaires qu'il pourrait fort bien traiter une fois qu'il en aurait fini avec les questions de politique étrangère ?

Je le répète donc, et vous l'assure : je suis profondément désolé que tant de ceux qui suscitent aujourd'hui des controverses sociales et autres offensent le bon goût d'une manière douloureuse, et offensent le devoir national d'une manière plus douloureuse encore. Je ne demande qu'une chose : que les Égyptiens se libèrent de leurs propres passions et de leurs propres appétits — ne serait-ce que pour un temps — jusqu'à ce qu'ils aient réglé leurs comptes en suspens avec la puissance étrangère ; après quoi ils seront libres de retourner à leurs passions et à leurs appétits comme il leur plaira, selon ce que leur dicteront leur propre tempérament et leur propre sens de leurs droits et de leurs devoirs.

Maintenant, laissez-moi vous dire clairement, en des termes qui n'admettent aucune ambiguïté, ne suscitent aucun doute, et n'ont besoin d'aucune interprétation : cette question récemment soulevée, relative au mélange des sexes à l'Université, est une question absurde — ni plus, ni moins. C'est un péché, à la fois contre le bon goût et contre la nation, que de laisser la corruption se répandre dans l'atmosphère égyptienne pour une question aussi absurde. J'ai dit, et je continue de dire, que je ne connais, dans le Livre de Dieu, Puissant et Exalté, ni dans la Sunna du Messager de Dieu — que la paix soit sur lui —, aucun texte interdisant aux jeunes gens et aux jeunes filles de se réunir dans un même cercle d'étude autour d'un professeur leur enseignant le savoir, la littérature et l'art.

L'Université n'a donc rien introduit de nouveau, et n'a transgressé aucun texte de la religion, et nul ne devrait lui en tenir rigueur, sinon

celui qui aime simplement susciter la discorde, tient à empoisonner l'atmosphère, et recherche précisément ce que Dieu déteste voir les justes parmi Ses serviteurs rechercher.

Jeunes filles et jeunes gens se sont déjà réunis dans leurs cours universitaires sous les gouvernements passés, et aucune controverse n'a jamais surgi, et aucun milieu n'en a jamais été troublé comme il l'est aujourd'hui, et nul n'est jamais venu réclamer au gouvernement la séparation des jeunes filles et des jeunes gens dans les hautes maisons du savoir. Ceux qui réclament aujourd'hui cela étaient-ils donc endormis sous les administrations passées, pour ne s'éveiller qu'en ces jours-ci ?!

Ce qui est véritablement douloureux, c'est que mon propre ami et collègue, le Dr Mansour Fahmi Bey, fut doyen de la Faculté des lettres durant trois années, sous divers ministères et divers ministres différents — le « ministre des Traditions » parmi eux — et jamais il n'a séparé jeunes filles et jeunes gens dans la poursuite du savoir, jamais il n'a soumis d'avis en ce sens aux autorités universitaires ou gouvernementales. Qu'est-ce donc qui lui a pris, pour qu'il réclame aujourd'hui cela, seulement après avoir quitté l'Université et s'être déchargé de ces responsabilités universitaires mêmes ?! Et puis-je vraiment donner un sens à l'acceptation d'une chose, alors qu'il était parfaitement libre de la refuser, pour ensuite refuser cette chose même après s'en être lavé les mains et en avoir rejeté toute responsabilité ?!

De même, nos amis azharites auraient tout aussi bien pu réclamer à Sidqi Pacha, à Abd al-Fattah Yahya Pacha, à Tawfiq Nassim Pacha, et à Ali Mahir Pacha, la séparation des jeunes filles et des jeunes gens à l'Université ; qu'est-ce donc qui les en a empêchés ?! Qu'est-ce qui les a fait attendre que survienne ce moment délicat, pour réclamer alors quelque chose qu'il n'y a tout simplement aucun moyen d'accomplir ?! Et je dis bien « aucun moyen de l'accomplir », en voulant dire exactement ce que je dis, et en le comprenant parfaitement.

La Constitution ne permet pas au gouvernement de refuser, en aucune circonstance, l'enseignement supérieur aux jeunes filles, et les circonstances financières ne permettent pas au gouvernement de créer une université distincte pour les jeunes filles. Si le gouvernement le voulait, nous lui dirions, franchement, sincèrement, et avec un souci véritable de la religion comme des affaires de ce monde : ce serait là un gaspillage d'argent et d'efforts, entièrement mal dirigé — et la communauté universitaire n'accepterait jamais que quiconque s'immisce

ainsi dans ses propres affaires, qui que ce soit.

Que signifient donc tout ce bruit et tout ce vacarme ?! À quoi bon susciter une controverse là où nulle controverse n'est nécessaire ?!

Je voudrais que nos amis azharites comprennent que la communauté universitaire ne s'est pas soumise, et ne se soumettra pas, à eux, ni à aucun autre organisme, sur la question du monopole de la protection de la religion et de sa défense ; il n'y a rien, dans l'islam, qui confie la protection de la religion à certains musulmans plutôt qu'à d'autres.

La communauté universitaire estime que tout musulman est tenu de protéger la religion du mieux qu'il le peut, et estime que ses propres membres comprennent la religion tout comme la comprennent les Azharites, en connaissent les affaires tout comme les Azharites les connaissent, savent ce qu'ils doivent à la religion, et s'acquittent de ce devoir en conséquence — ne reconnaissant, en cette matière, d'autre autorité sur eux-mêmes que Dieu seul, qui seul détient le pouvoir de demander compte aux consciences et de veiller sur les cœurs.

La communauté universitaire, donc, ne reçoit d'ordre d'aucun autre institut, quel qu'il soit, et n'a nul désir de recevoir de leçon de religion d'aucun autre organisme, quel qu'il soit ; elle ne prétend pas non plus donner de leçon à al-Azhar sur quelque affaire que ce soit qui lui est propre, et elle ne vient pas non plus s'opposer, devant le gouvernement, à ce qui touche aux affaires propres d'al-Azhar. Qu'al-Azhar la laisse donc tranquille, comme elle le laisse tranquille ; qu'al-Azhar se soucie de réformer ses propres affaires, comme la communauté universitaire se soucie de réformer les siennes ; qu'al-Azhar respecte l'indépendance de l'Université, comme l'Université respecte l'indépendance d'al-Azhar ; et que nos amis azharites sachent qu'il n'y a aucun avantage, en aucune circonstance, à susciter aujourd'hui ces controverses, et à épuiser le gouvernement et la nation sous des fardeaux que nul ne devrait leur imposer.

Al-Azhar souhaite enseigner la religion dans les propres facultés de l'Université ; j'ai dit, dans mon précédent entretien : quelle heureuse chose ce serait ! Mais il faut bien comprendre ce que signifie enseigner la religion dans les facultés. Les facultés ne sont ni des écoles primaires, ni des écoles secondaires ; les étudiants universitaires sont des adultes accomplis, capables d'apprendre la religion par eux-mêmes s'ils le souhaitent, et ils ont déjà appris, à l'école primaire et secondaire, tout ce qu'un musulman est tenu de savoir.

Nous ne voyons aucun mal à ce qu'ils approfondissent leur connaissance de la religion ; bien au contraire, nous l'accueillons favorablement, nous y encourageons nos étudiants, et nous les y aiderons s'ils sollicitent notre aide. Qu'al-Azhar donne des conférences publiques sur la religion, et nous y enverrons nos étudiants les écouter ; qu'al-Azhar envoie, s'il le souhaite, tel de ses savants ou de ses prédicateurs qu'il choisira, pour instruire les étudiants dans leur religion et les éclairer sur ce qu'ils pourraient en ignorer, et ils obtiendront exactement ce qu'ils cherchent. Mais al-Azhar ne doit pas se tromper lui-même, et ne doit pas exiger que des professeurs soient nommés au sein même des facultés, rémunérés, pour enseigner leur religion aux jeunes gens ; car ces jeunes gens, comme je l'ai dit, ont déjà atteint l'âge de raison, et sont parfaitement capables d'apprendre par eux-mêmes, et le savoir religieux leur est à portée de main, enseigné à al-Azhar même, et enseigné dans les mosquées — et nul ne les empêchera jamais de se rendre à al-Azhar, ni dans les mosquées.

Et par ailleurs — si al-Azhar exige que la religion soit enseignée dans les facultés, et que le patriarcat orthodoxe exige que la religion soit enseignée dans les facultés, et que le patriarcat catholique exige que la religion soit enseignée dans les facultés, et que les protestants exigent que la religion soit enseignée dans les facultés, et qu'enfin la communauté israélite exige elle aussi que la religion soit enseignée dans les facultés — quel en serait alors le résultat ?!

Nos amis azharites croient-ils donc que l'Université a été fondée à cette fin ? Ou savent-ils fort bien que l'Université a été fondée pour spécialiser les étudiants dans les diverses branches du savoir, et qu'aucun de ses étudiants n'est mineur, ni incapable de cultiver lui-même son instruction religieuse ?!

Je dis franchement à nos frères azharites qu'ils outrepassent leurs droits, empiètent sur leurs frères, et chargent l'État d'une difficulté réelle dans ses propres affaires — et pourtant al-Azhar lui-même a un urgent besoin de réforme, renfermant des questions de la plus extrême complexité, encore en attente de solution. Le peuple égyptien attend des hommes de religion qu'ils le prêchent et l'éclairent. Le noble al-Azhar ne croit-il pas avoir, entre ses mains, et devant lui, assez de tâches et de problèmes pour épuiser ses propres efforts ?! Ne vaudrait-il pas mieux qu'il commence par lui-même, s'acquitte d'abord de ses devoirs premiers, et s'occupe de ce qui le regarde avant de s'occuper de ce qui ne le regarde pas ?!

Entre al-Azhar et l'Université existent des relations fondées sur la bienveillance et la coopération au service du savoir ; le mieux serait qu'al-Azhar préserve ces relations, et œuvre à les renforcer. Il nous semble d'ailleurs qu'al-Azhar aura besoin, pour longtemps encore, de l'aide de l'Université, pour le seconder dans la mise en œuvre de son nouveau système, et dans l'introduction, au sein de ses facultés, de tout un ensemble de sciences modernes.

Qu'al-Azhar soit digne de la bonne opinion que nous avons de lui ; qu'il se consacre à réformer ses propres affaires, et qu'il accorde à l'Université toute l'occasion qu'elle souhaite de l'aider et de le conseiller ; ce serait un bien pour al-Azhar lui-même, un bien pour l'Université, et un bien pour les Égyptiens et les Orientaux tous ensemble.

Et par-delà tout cela, je suis convaincu qu'al-Azhar tient, très sérieusement, à susciter, en ces jours mêmes, une querelle qui ne cache rien d'autre que le mal — et si elle venait à être suscitée, la communauté universitaire ne serait pas seule à en subir les flammes ; d'autres brûleraient avec elle !